

**No. 38575**

---

**France  
and  
Dominican Republic**

**Convention on mutual assistance in criminal matters between the Government of the French Republic and the Government of the Dominican Republic. Paris, 14 January 1999**

**Entry into force:** *1 May 2002 by notification, in accordance with article 24*

**Authentic texts:** *French and Spanish*

**Registration with the Secretariat of the United Nations:** *France, 15 July 2002*

---

**France  
et  
République dominicaine**

**Convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République dominicaine. Paris, 14 janvier 1999**

**Entrée en vigueur :** *1er mai 2002 par notification, conformément à l'article 24*

**Textes authentiques :** *français et espagnol*

**Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies :** *France, 15 juillet 2002*

[ FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS ]

CONVENTION D'ENTRAIDE JUDICIAIRE EN MATIÈRE PÉNALE ENTRE  
LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE  
GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République dominicaine, ci-après dénommés les Parties,

Désireux de développer l'entraide judiciaire en matière pénale entre les deux Etats,

Sont convenus de ce qui suit :

TITRE 1. DISPOSITIONS PÉNALES

*Article 1er*

1. Les Parties s'engagent à se prêter mutuellement, conformément aux termes de la présente Convention, l'entraide judiciaire la plus large possible dans toute procédure liée à des infractions pénales dont la répression est, au moment où l'entraide est demandée, de la compétence des autorités judiciaires de la Partie requérante.

2. La présente Convention n'est applicable ni à l'exécution des décisions d'arrestation ou de condamnation ni aux infractions militaires.

*Article 2*

Pour l'application de la présente Convention, les Parties désignent comme autorités centrales leurs ministères de la Justice respectifs. L'autorité centrale de l'Etat requis doit satisfaire rapidement aux demandes ou, si nécessaire, les transmettre à d'autres autorités compétentes en vue de leur exécution. Les autorités compétentes doivent prendre les mesures nécessaires pour satisfaire rapidement aux demandes en conformité avec l'article premier.

*Article 3*

Les autorités compétentes sont, pour la République française, les autorités judiciaires, y compris le Ministère public et pour la République dominicaine, les autorités judiciaires et le Parquet général de la République.

*Article 4*

1. L'entraide judiciaire peut être refusée :

- a) si la demande se rapporte à des infractions pénales considérées par la Partie requise comme des infractions politiques ou d'ordre politique;

- b) si la Partie requise estime que l'exécution de la demande est de nature à porter atteinte à la souveraineté, à la sécurité, à l'ordre public ou à d'autres intérêts essentiels de son Etat.
2. La Partie requise peut différer l'entraide si l'exécution de la demande est susceptible d'interférer avec une enquête ou des poursuites en cours.
3. Tout refus au report d'entraide judiciaire est motivé et notifié à la Partie requérante.

## TITRE II. DEMANDES D'ENTRAIDE JUDICIAIRE

### *Article 5*

1. La Partie requise exécute, dans les formes prévues par sa législation, les demandes d'entraide judiciaire relatives à une affaire pénale, qui proviennent de l'autorité compétente de la Partie requérante et qui ont pour objet d'accomplir des actes d'instruction ou d'envoyer des dossiers, des documents ou des pièces à conviction ou de restituer à la victime, le cas échéant, sans porter atteinte aux droits des tiers, les objets ou valeurs qui, provenant de la commission d'une infraction pénale, se trouvent en la possession de l'auteur de celle-ci.

2. Si la Partie requérante souhaite que les témoins ou experts déposent sous serment, elle doit en faire la demande expresse et la Partie requise fait droit à cette demande si la législation de son Etat ne s'y oppose pas.

3. La Partie requise peut ne transmettre que des copies ou des photocopies certifiées des dossiers ou documents sollicités. Toutefois, si la Partie requérante demande expressément la communication des originaux, il est fait droit à cette demande dans la mesure du possible.

### *Article 6*

Si la Partie requérante le demande expressément, la Partie requise l'informe de la date et du lieu de l'exécution de la demande d'entraide. Les autorités et personnes autorisées peuvent y assister avec le consentement de la Partie requise. Leur présence n'autorise pas l'exercice de fonctions de la compétence des autorités de l'Etat requis.

### *Article 7*

1. Les pièces à conviction ainsi que les originaux des dossiers et documents qui ont été fournis en exécution d'une demande d'entraide judiciaire sont conservés par la Partie requérante, à moins que la Partie requise ne demande leur restitution.

2. La Partie requise peut différer la remise des pièces à conviction, dossiers ou documents qui lui sont demandés, s'ils sont nécessaires pour une procédure pénale en cours.

TITRE III. REMISE DE PIÈCES ET DE DÉCISIONS JUDICIAIRES,  
DE DÉPOSITIONS DE TÉMOINS, EXPERTS ET PERSONNES POURSUIVIES

*Article 8*

1. La Partie requise procède à la remise de pièces et décisions judiciaires qui lui sont transmises à cette fin par la Partie requérante.

Cette remise peut s'effectuer par simple transmission au destinataire. Si la Partie requérante le demande expressément, la Partie requise effectue la remise de l'une des manières prévues par sa législation pour des notifications analogues ou dans toute forme particulière compatible avec sa législation.

2. La preuve de la remise se fait au moyen d'un récépissé daté et signé par le destinataire ou par une déclaration de la Partie requise constatant le fait, la forme et la date de la remise. L'un ou l'autre de ces documents est transmis immédiatement à la Partie requérante. A la demande expresse de cette dernière, la Partie requise précise si la remise a eu lieu conformément à sa législation. Si la remise n'a pas pu se faire, la Partie requise en fait connaître le motif, dans les meilleurs délais, à la Partie requérante.

3. Les citations sont transmises à la Partie requise au plus tard quarante jours avant la date fixée pour la comparution.

*Article 9*

Le témoin ou l'expert, qui n'a pas déféré à une citation à comparaître, ne peut faire l'objet, même si la citation contenait une injonction, d'une sanction quelconque ou d'une mesure coercitive, à moins qu'ultérieurement et de sa propre initiative, il ne se rende sur le territoire de la Partie requérante et n'y soit à nouveau régulièrement cité.

*Article 10*

Les indemnités à verser ainsi que les frais de voyage et de séjour à rembourser au témoin ou à l'expert par la Partie requérante sont calculés depuis leur lieu de résidence et leur sont accordés selon des taux au moins égaux à ceux prévus par les tarifs et règlements en vigueur dans le pays où a lieu l'audition.

*Article 11*

1. Si la Partie requérante estime que la comparution personnelle d'un témoin ou d'un expert devant ses autorités judiciaires est particulièrement nécessaire, elle en fait mention dans la demande de remise de la citation et la Partie requise invite le témoin ou l'expert à comparaître.

La Partie requise communique la réponse du témoin ou de l'expert à la Partie requérante.

2. Dans le cas prévu au paragraphe précédent, la demande ou la citation doit mentionner le montant approximatif des indemnités à verser ainsi que des frais de voyage et de séjour à rembourser.

3. Si une demande est présentée à cette fin, la Partie requise peut accorder une avance au témoin ou à l'expert. Celle-ci est mentionnée dans la citation et remboursée par la Partie requérante.

#### *Article 12*

1. Toute personne détenue dont la comparution personnelle en qualité de témoin ou aux fins de confrontation est demandée par la Partie requérante, est transférée temporairement sur le territoire où doit avoir lieu l'audition, à condition que son renvoi ait lieu dans le délai indiqué par la Partie requise et sous réserve des dispositions de l'Article 13, dans la mesure où elles sont applicables.

Le transfèrement peut être refusé :

- a) si la personne détenue n'y consent pas,
- b) si sa présence est nécessaire dans une procédure pénale en cours sur le territoire de la Partie requise,
- c) si son transfèrement est susceptible de prolonger sa détention, ou
- d) si d'autres considérations impérieuses s'opposent à son transfèrement sur le territoire de la Partie requérante.

2. L'une des Parties peut autoriser le transit sur son territoire de personnes détenues dans un Etat tiers et dont la comparution personnelle en vue d'une audition a été demandée par l'autre Partie. Cette autorisation est accordée sur demande accompagnée de tous les documents utiles.

3. La personne transférée doit rester détenue sur le territoire de la Partie requérante et, le cas échéant, sur le territoire de la Partie à laquelle le transit est demandé, à moins que la Partie qui a accordé l'entraide n'autorise sa remise en liberté pendant la remise temporaire.

4. Le transit des nationaux pourra être autorisé ou refusé selon les principes juridiques et la loi de la Partie requise.

#### *Article 13*

1. Aucun témoin ou expert qui, à la suite d'une citation, comparaît devant les autorités judiciaires de la Partie requérante, ne peut être poursuivi, détenu ou soumis à une restriction quelconque de sa liberté individuelle sur le territoire de cette Partie pour des faits ou condamnations antérieurs à son départ du territoire de la Partie requise.

2. Aucune personne citée à comparaître devant les autorités judiciaires de la Partie requérante, afin de répondre de faits pour lesquels elle fait l'objet de poursuites, ne peut être poursuivie, détenue ou soumise à une restriction quelconque de sa liberté individuelle pour des faits ou condamnations antérieurs à son départ du territoire de la Partie requise, non visés dans la citation.

3. L'immunité prévue par le présent article cesse lorsque le témoin, l'expert ou la personne poursuivie ayant eu la possibilité de quitter le territoire de la Partie requérante dans un délai de quinze jours consécutifs, alors que sa présence n'est plus requise par les autorités judiciaires, est néanmoins demeurée sur ce territoire ou y est retournée après l'avoir quitté.

#### TITRE IV. ANTÉCÉDENTS PÉNAUX

##### *Article 14*

1. La Partie requise communique, dans la mesure où ses autorités compétentes peuvent elles-mêmes les obtenir en pareil cas, des extraits du casier judiciaire et tous les renseignements relatifs à ce dernier qui lui sont demandés par les autorités compétentes de la Partie requérante pour les besoins d'une procédure pénale.

2. Dans les cas distincts de ceux prévus au paragraphe précédent, il est fait droit à de telles demandes dans les termes prévus par la législation, les règlements ou la pratique de la Partie requise.

#### TITRE V. PROCÉDURE

##### *Article 15*

1. Les demandes d'entraide doivent comporter les indications suivantes:

- a) l'autorité compétente dont émane la demande,
- b) l'objet et le motif de la demande,
- c) dans la mesure du possible, l'identité et la nationalité de la personne en cause,
- d) le nom et l'adresse de la personne concernée, s'il y a lieu,
- e) la date de la demande, et
- f) toute demande de confidentialité particulière.

2. Les demandes d'entraide prévues aux articles 5 et 6 comportent en outre un exposé sommaire des faits constitutifs de l'infraction, leur qualification juridique et le droit applicable.

3. Si la Partie requise considère que l'information contenue dans la demande n'est pas suffisante, elle peut solliciter des informations complémentaires.

##### *Article 16*

1. Les demandes d'entraide sont adressées par l'autorité centrale de la Partie requérante à l'autorité centrale de la Partie requise et renvoyées par la même voie.

2. En cas d'urgence, les demandes d'entraide prévues par les Articles 5 et 6 peuvent être adressées directement par les autorités compétentes de la Partie requérante aux autorités compétentes de la Partie requise, à condition que les autorités centrales soient informées dès que possible et que les demandes soient renvoyées, accompagnées des documents relatifs à l'exécution, par la voie prévue au paragraphe ci-dessus.

3. Dans les cas où la transmission directe est autorisée par la présente Convention, celle-ci peut s'effectuer par la voie postale ou par tout autre moyen dont les autorités centrales conviennent.

*Article 17*

Les demandes et les pièces annexes sont accompagnées d'une traduction dans la langue de la Partie requise. La traduction des réponses n'est pas exigée.

*Article 18*

Les pièces à conviction et les documents transmis en application de la présente Convention sont dispensés de toute formalité de légalisation.

*Article 19*

Si l'autorité saisie d'une demande est incompétente pour y donner suite, elle transmet d'office cette demande à l'autorité compétente de son Etat, et, dans le cas où la demande a été adressée par la voie directe, elle en informe, par la même voie, la Partie requérante.

*Article 20*

Sous réserve des dispositions de l'article 10, l'exécution des demandes d'entraide ne donne lieu à aucun remboursement de frais, à l'exception de ceux occasionnés par l'intervention d'experts sur le territoire de la Partie requise et par le transfèrement de personnes détenues effectué en application de l'article 12.

TITRE VI. DÉNONCIATION AUX FINS DE POURSUITES

*Article 21*

1. L'une des Parties peut dénoncer à l'autre Partie tout fait susceptible de constituer une infraction pénale relevant de la compétence de cette dernière, afin que celle-ci puisse engager des poursuites pénales sur son territoire. La dénonciation est présentée par l'intermédiaire des autorités centrales.

2. La Partie requise indique la suite donnée à cette dénonciation et transmet, s'il y a lieu, une copie de la décision prise.

3. Les dispositions de l'article 17 s'appliquent aux dénonciations prévues au paragraphe premier.

TITRE VII. LIMITATION DE L'USAGE DES INFORMATIONS

*Article 22*

La Partie requérante ne peut utiliser les informations ou preuves fournies en application de la présente Convention pour des objectifs différents de ceux mentionnés dans la demande, sans le consentement préalable de l'autorité centrale de la Partie requise.

TITRE VIII. ECHANGE D'AVIS DE CONDAMNATIONS

*Article 23*

Chacune des Parties informe l'autre Partie des sentences pénales et des mesures postérieures qui concernent les ressortissants de cette Partie et ont fait l'objet d'une inscription au casier judiciaire. Les autorités centrales se communiquent ces avis au moins une fois par an.

TITRE IX. DISPOSITIONS FINALES

*Article 24*

1. La présente Convention entrera en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant la date de réception de la dernière notification par laquelle les Parties se notifient l'accomplissement de leurs procédures constitutionnelles requises pour son entrée en vigueur.

2. La présente Convention s'appliquera à toute demande présentée après son entrée en vigueur, y compris si les actes ou omissions y afférents ont été commis avant cette date.

3. Chacune des Parties peut dénoncer à tout moment la présente Convention, moyennant une notification écrite adressée à l'autre Etat par la voie diplomatique. Dans ce cas, la dénonciation prendra effet le premier jour du troisième mois suivant la date de réception de cette notification.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés par leur Gouvernement respectif, ont signé la présente Convention.

Fait à Paris le 14 janvier 1999 en deux exemplaires en langue française et espagnole, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la République française :

CHARLES JOSSELIN

Pour le Gouvernement de la République dominicaine :

EDUARDO LATORRE



[ SPANISH TEXT — TEXTE ESPAGNOL ]

**CONVENIO SOBRE ASISTENCIA JUDICIAL MUTUA EN MATERIA PENAL  
ENTRE EL GOBIERNO DE LA REPUBLICA DOMINICANA  
Y EL GOBIERNO DE LA REPUBLICA FRANCESA**

El Gobierno de la República Dominicana y

El Gobierno de la República Francesa,

denominados en lo adelante Las Partes,

Deseosos de desarrollar la asistencia mutua judicial en materia penal entre  
ambos Estados,

Han acordado lo siguiente:

**TITULO I**

**DISPOSICIONES GENERALES**

**ARTICULO 1**

1. Las Partes se comprometen a brindarse mutuamente, conforme a los términos del presente Convenio, la más amplia asistencia judicial posible en todo procedimiento relacionado con infracciones penales cuya sanción sea, al momento de solicitarse la asistencia, competencia de las autoridades judiciales de la Parte requirente.
2. El presente Convenio no será aplicable a la ejecución de órdenes de aprehensión, a la ejecución de condenas, ni a las infracciones militares.

**ARTICULO 2**

Para la aplicación del presente Convenio, las Partes designan como Autoridades Centrales a sus respectivos Ministerios de Justicia. La Autoridad Central del Estado requerido deberá enviar de forma expedita las solicitudes o si es necesario, transmitir las a otras autoridades competentes para su ejecución. Las autoridades competentes deberán tomar las medidas necesarias para satisfacer con prontitud, las solicitudes de conformidad con el Artículo 1.

**ARTICULO 3**

Las autoridades competentes de la República Dominicana son las Autoridades Judiciales y la Procuraduría General de la República y, en la República francesa, las Autoridades Judiciales, incluido el Ministerio Público.

#### ARTICULO 4

1. La asistencia judicial podrá ser rechazada:
  - a) si la solicitud se refiere a infracciones penales consideradas por la Parte requerida como infracciones políticas o de orden político;
  - b) si la Parte requerida estima que la ejecución de la solicitud es de tal naturaleza que atenta contra la soberanía, la seguridad, el orden público o demás intereses esenciales de su país.
2. La asistencia podrá ser diferida por la Parte requerida sobre la base de que la concesión de la misma puede interferir en una investigación o procedimiento que se esté llevando a cabo.
3. Toda asistencia judicial rehusada o diferida deberá ser fundamentada y notificada a la Parte requirente.

#### TITULO II

#### SOLICITUDES DE ASISTENCIA JUDICIAL

#### ARTICULO 5

1. La Parte requerida atenderá en la forma prevista por su legislación, las solicitudes de asistencia judicial relativas a algún asunto penal, que provengan de la autoridad competente de la Parte requirente y tengan por objeto realizar actos procesales o enviar expedientes, documentos o instrumentos probatorios, o restituir a la víctima, en su caso, sin perjuicio del derecho de terceros, los objetos o los valores que provengan de la comisión de una infracción penal, encontrados en la posesión de éste.
2. Si la Parte requirente desea que los testigos o peritos declaren bajo juramento, hará petición expresa y la Parte requerida le dará curso si la ley de su Estado no se opone a tal solicitud.
3. La Parte requerida podrá proporcionar únicamente copias o fotocopias certificadas de los expedientes o documentos solicitados. Sin embargo, si la Parte requirente solicitara expresamente el envío de originales, se dará curso a dicha demanda en la medida en que sea posible.

#### **ARTICULO 6**

Si la Parte requirente lo pide expresamente, la Parte requerida le informará la fecha y lugar de la ejecución de la solicitud de asistencia. Las autoridades y personas autorizadas podrán asistir a dicha diligencia, previo consentimiento de la Parte requerida. Su presencia no autoriza el ejercicio de funciones reservadas a la competencia de las autoridades del Estado requerido.

#### **ARTICULO 7**

1. Los elementos probatorios, así como los originales de los expedientes y documentos que han sido proporcionados en ejecución de una solicitud de asistencia judicial, serán conservados por la Parte requirente, a menos que la Parte requerida solicite su devolución.
2. La Parte requerida podrá aplazar la entrega de los elementos probatorios, expedientes o documentos que se le piden si éstos fueran necesarios para un juicio penal en curso.

#### **TITULO III**

#### **ENTREGA DE ACTAS DE INSTRUCCION, DECISIONES JUDICIALES Y DECLARACIONES DE TESTIGOS, PERITOS Y PROCESADOS**

#### **ARTICULO 8**

1. La Parte requerida procederá a la entrega de las actas de instrucción y las decisiones judiciales que les serán enviadas para ese fin por la Parte requirente.

Esta entrega podrá efectuarse mediante la simple transmisión al destinatario. Si la Parte requirente lo solicitara expresamente, la Parte requerida efectuará la entrega en alguna de las formas previstas por su legislación para notificaciones análogas o en alguna forma especial compatible con esa legislación.

2. La prueba de la entrega se hará por medio de un recibo fechado y firmado por el destinatario o mediante una declaración de la Parte requerida haciendo constar el hecho, la forma y la fecha de entrega. Uno u otro de éstos documentos serán transmitidos inmediatamente a la Parte requirente. A solicitud expresa de ésta última, la Parte requerida precisará si la entrega se llevó a cabo conforme a sus leyes. Si no hubiera podido hacerse la entrega, la Parte requerida dará a conocer a la brevedad posible el motivo a la Parte requirente.

3. Los citatorios serán transmitidos a la Parte requerida a más tardar con cuarenta días de anticipación a la fecha fijada para la comparecencia.

#### **ARTICULO 9**

El testigo o perito que no haya acatado un citatorio para comparecer, no podrá ser objeto, aún cuando dicho citatorio incluyera una orden formal, de sanción alguna o medida de apremio, a menos que con posterioridad acudiera por su propia voluntad al territorio de la Parte requirente y hubiera sido citado de nueva cuenta en forma regular.

#### **ARTICULO 10**

Las compensaciones, así como los pasajes y viáticos reembolsables al testigo o perito por la Parte requirente serán calculados desde su lugar de residencia y le serán acordados conforme a tasas iguales, por lo menos, a las previstas por las tarifas y reglamentos en vigor en el país en el que tendrá lugar la audiencia.

#### **ARTICULO 11**

1. Si la Parte requirente estima que la comparecencia personal de un testigo o un perito ante sus autoridades judiciales es particularmente necesaria, ésta hará mención en este sentido en la solicitud de envío del citatorio y la Parte requerida invitará a dicho testigo o perito a comparecer.

La Parte requerida dará a conocer las respuestas del testigo o del perito a la Parte requirente.

2. En el caso previsto en el primer párrafo, la solicitud o citatorio deberá mencionar el monto aproximado de las compensaciones por pagar, así como los pasajes y viáticos reembolsables.
3. Si fuera presentada una solicitud con tal fin, la Parte requerida podrá conceder un anticipo al testigo o perito. Este será mencionado en el citatorio y reembolsado por la Parte requirente.

#### **ARTICULO 12**

1. Toda persona detenida y cuya comparecencia personal en calidad de testigo o con fines de careo, sea requerida por la Parte requirente, será transferida temporalmente al territorio en el que deba celebrarse la audiencia, a condición de su devolución en el término indicado por la Parte requerida y a reserva de las disposiciones del Artículo 13 en la medida en que éstas sean aplicables.

La transferencia podrá ser rehusada:

- a) si la persona detenida no da su consentimiento;
  - b) si su presencia es necesaria en un procedimiento penal en curso en el territorio de la Parte requerida;
  - c) si su transferencia es susceptible de prolongar su detención, o
  - d) si otras consideraciones imperiosas se opusieran a su transferencia al territorio de la Parte requirente.
2. Una de las Partes podrá autorizar el tránsito en su territorio de personas detenidas por un tercer Estado y cuya comparecencia personal en audiencia hubiera sido solicitada por la otra Parte.

Dicha autorización será acordada mediante solicitud acompañada de todos los documentos necesarios.

3. La persona transferida deberá permanecer en calidad de detenida en el territorio de la Parte requirente y, dado el caso, en el territorio de la Parte a la cual se ha solicitado el tránsito, a menos que la Parte que concedió la asistencia autorice su puesta en libertad durante la entrega temporal.
4. El tránsito de los nacionales podrá ser autorizado o negado de acuerdo a los principios jurídicos y la ley de la Parte requerida.

### ARTICULO 13

1. Ningún testigo o perito que después de un citatorio comparezca ante las autoridades judiciales de la Parte requirente, podrá ser procesado, detenido o sujeto a cualquier otra restricción de su libertad individual sobre el territorio de dicha Parte por hechos o condenas anteriores a su salida del territorio de la Parte requerida.
2. Ninguna persona citada a comparecer ante las autoridades judiciales de la Parte requirente, a fin de responder de hechos por los cuales sea objeto de procesos, podrá ser procesada, detenida o sometida a alguna otra restricción de su libertad individual por hechos o condenas anteriores a su partida del territorio de la Parte requerida y no contemplados en el citatorio.
3. La inmunidad prevista en el presente Artículo cesará cuando el testigo, el perito o la persona procesada, habiendo tenido la posibilidad de abandonar el territorio de la Parte requirente en un lapso de quince días naturales, una vez que su presencia ya no fuera requerida por las autoridades judiciales, permaneciera en dicho territorio o hubiera reingresado después de haberlo abandonado.

#### **TITULO IV**

#### **ANTECEDENTES PENALES**

#### **ARTICULO 14**

1. La Parte requerida proporcionará, en la medida en que sus autoridades competentes puedan obtenerlos en un caso análogo, los extractos del registro de antecedentes penales y toda la información relativa a este último que le sean solicitados por las autoridades competentes de la Parte requirente para atender un asunto penal.
2. En casos distintos a los previstos en el párrafo primero, se dará curso a solicitudes análogas en los términos previstos por la legislación, los reglamentos o la práctica de la Parte requerida.

#### **TITULO V**

#### **PROCEDIMIENTO**

#### **ARTICULO 15**

1. Las solicitudes de asistencia deberán contener las indicaciones siguientes:
  - a) la autoridad competente de la que proceda la solicitud,
  - b) el objeto y motivo de la solicitud,
  - c) en la medida de lo posible, la identidad y la nacionalidad de la persona en cuestión,
  - d) el nombre y dirección de la persona concernida, si hubiere lugar,
  - e) la fecha de la solicitud, y
  - f) cualquier requisito de confidencialidad especial.
2. Los exhortos previstos en los Artículos 5 y 6 mencionarán además una exposición sumaria de los hechos constitutivos de la infracción penal, la calificación de la misma y el derecho aplicable.
3. Si la Parte requerida considera que la información contenida en la solicitud no es suficiente, podrá solicitar informaciones adicionales.

#### **ARTICULO 16**

1. Las solicitudes de asistencia serán dirigidas por la Autoridad Central de la Parte requirente a la Autoridad Central de la Parte requerida y devueltas por la misma vía.

2. En caso de urgencia, las solicitudes de asistencia previstas en los Artículos 5 y 6, pueden ser dirigidas directamente por las autoridades competentes de la Parte requirente a las autoridades competentes de la Parte requerida, siempre que se comunique a la brevedad posible a las Autoridades Centrales y serán devueltas, acompañadas de los documentos relativos a la ejecución, por la vía prevista en el párrafo primero.
3. En el caso de que la transmisión directa sea permitida por el presente Convenio, ésta podrá efectuarse por vía postal o por otros medios que las Autoridades Centrales convengan.

#### **ARTICULO 17**

Las solicitudes y los instrumentos anexos serán tramitados con una traducción en el idioma de la Parte requerida. No se exigirá la traducción de las respuestas.

#### **ARTICULO 18**

Los elementos probatorios y documentos transmitidos en aplicación de este Convenio estarán exentos de todo requisito de legalización.

#### **ARTICULO 19**

Si la autoridad que recibe una solicitud es incompetente para darle curso, ésta transmitirá de oficio dicha solicitud a la autoridad competente del Estado requerido, y en el caso en que la solicitud haya sido dirigida por vía directa, informará por la misma vía a la Parte requirente.

#### **ARTICULO 20**

A reserva de las disposiciones del Artículo 10, la ejecución de las solicitudes de asistencia no dará lugar a reembolso alguno de gastos, a excepción de los ocasionados por la intervención de peritos en el territorio de la Parte requerida y por el traslado de las personas detenidas que hubiera efectuado en aplicación del Artículo 12.

## **TITULO VI**

### **DENUNCIA PARA LA PROMOCION DE PROCESOS**

#### **ARTICULO 21**

1. Una de las Partes puede denunciar ante la otra Parte cualquier hecho que pueda constituir una infracción penal de la competencia de esta última, con el objeto de que esté en posibilidad de promover procesos penales en su territorio. La denuncia será presentada a través de las Autoridades Centrales.
2. La Parte requerida dará a conocer el curso que siga dicha denuncia y transmitirá, en su caso, copia de la decisión adoptada.
3. Las disposiciones del Artículo 17 se aplicarán a las denuncias previstas en el primer párrafo.

## **TITULO VII**

### **LIMITACIONES EN EL USO DE LA INFORMACION**

#### **ARTICULO 22**

La Parte requirente no utilizará la información o pruebas recibidas de conformidad con el presente Convenio para propósitos diferentes a aquellos formulados en la solicitud, sin previo consentimiento de la Autoridad Central de la Parte requerida.

## **TITULO VIII**

### **INTERCAMBIO DE AVISOS DE SENTENCIAS PENALES**

#### **ARTICULO 23**

Cada Parte informará a la otra Parte de las sentencias penales y las medidas posteriormente adoptadas respecto a los nacionales de esa Parte, que hubieran sido inscritas en el registro de antecedentes penales. Las autoridades Centrales se notificarán estos avisos por lo menos una vez al año.



**TITULO IX**  
**DISPOSICIONES FINALES**

**ARTICULO 24**

1. Este Convenio entrará en vigor el primer día del segundo mes siguiente a la fecha de recepción de la última notificación, mediante la cual las Partes se notifiquen el cumplimiento de los procedimientos constitucionales requeridos para su entrada en vigor.
2. Este Convenio se aplicará a cualquier solicitud presentada después de su entrada en vigor, incluso si los actos u omisiones relevantes, se cometieron antes de esa fecha.
3. Cualquiera de las Partes podrá denunciar en cualquier momento este Convenio, mediante notificación por escrito dirigida al otro Estado por vía diplomática. En este caso, la denuncia será efectiva, a partir del primer día del tercer mes siguiente a la fecha de recepción de dicha notificación.

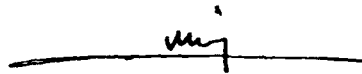
En fe de lo cual, los abajo firmantes, debidamente autorizados por sus respectivos Gobiernos, han firmado el este Convenio.

Hecho en París, a los cuatro (4) días del mes de enero de 1994, en dos ejemplares en idiomas español y francés, siendo ambos textos igualmente auténticos.

**POR EL GOBIERNO DE LA  
REPUBLICA DOMINICANA**



**POR EL GOBIERNO DE LA  
REPUBLICA DE FRANCIA**



[TRANSLATION -- TRADUCTION]

CONVENTION ON MUTUAL ASSISTANCE IN CRIMINAL MATTERS  
BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC AND  
THE GOVERNMENT OF THE DOMINICAN REPUBLIC

The Government of the French Republic and the Government of the Dominican Republic, hereinafter referred to as "the Parties",

Desiring to develop the mutual judicial assistance between their two States,

Have agreed as follows:

TITLE I. GENERAL PROVISIONS

*Article 1*

1. The Parties undertake to furnish to each other on a mutual basis, in accordance with the provisions of this Convention, the broadest possible judicial assistance in any procedure connected with criminal offences whose prosecution is within the competence of the requesting Party at the time when the assistance is requested.

2. This Convention shall not apply either to the execution of arrest warrants and sentences or to military offences.

*Article 2*

For the purposes of the implementation of this Convention the Parties shall designate as their central authorities their respective ministries of justice. The central authority of the requested State must process requests promptly or, when necessary, transmit them to other competent authorities for action. The competent authorities must take the necessary measures to process requests promptly in accordance with article 1.

*Article 3*

The competent authorities are, for the French Republic, the judicial authorities, including the Government Procurator's Office, and, for the Dominican Republic, the judicial authorities and the Government Procurator's Office.

*Article 4*

1. Judicial assistance may be refused:

- (a) If the request relates to criminal offences which the requested Party regards as political offences or offences of a political nature;
- (b) If the requested Party considers that execution of the request is likely to impair the sovereignty, security, public order or other vital interests of its State.

2. The requested Party may defer the assistance if execution of the request is likely to interfere with an ongoing investigation or prosecution.

3. Any refusal or deferral of judicial assistance shall be notified to the requesting Party, and the notification shall be accompanied by an explanation of the grounds.

## TITLE II. REQUESTS FOR JUDICIAL ASSISTANCE

### *Article 5*

1. The requested Party shall execute, in the manner prescribed by its legislation, requests for judicial assistance in a criminal case which are submitted by the competent authority of the requesting Party and whose object is the performance of acts pertaining to the investigation of the case, the communication of records, documents or evidence, or the restoration to the victim, when appropriate and without prejudice to the rights of third parties, of articles or valuables which are the proceeds of an offence and are found in the possession of the perpetrator of the offence.

2. If the requesting Party wishes to have witnesses or experts give testimony under oath, it shall make an express request to that effect, and the requested Party shall comply with it unless its legislation precludes compliance.

3. The requested Party may transmit only certified copies or photocopies of the requested records or documents. However, if the requesting Party expressly asks for the originals, its request shall be met to the extent possible.

### *Article 6*

If the requesting Party makes an express application to that effect, the requested Party shall inform it of the date and place of execution of the request for assistance. The authorities and authorized persons may be present at the execution of the request if the requested Party so agrees. Their presence shall not authorize them to perform functions falling within the competence of the requested State.

### *Article 7*

1. Evidence and the originals of records and documents which have been provided in execution of a request for judicial assistance shall be kept by the requesting Party unless the requested Party asks for them to be returned.

2. The requested Party may delay the delivery of evidence, records or documents requested from it if they are required for criminal proceedings in progress.

TITLE III. DELIVERY OF EVIDENCE, JUDICIAL DECISIONS  
AND STATEMENTS OF WITNESSES, EXPERTS, AND ACCUSED PERSONS

*Article 8*

1. The requested Party shall effect the delivery of judicial documents and decisions transmitted to it for that purpose by the requesting Party.

Such delivery may be effected by simple transmission to the intended recipient. If the requesting Party makes an express request to that effect, the requested Party shall effect the delivery by one of the methods provided for in its legislation for the service of similar notifications or by a special method consistent with its legislation.

2. Proof of delivery shall consist either of a receipt dated and signed by the recipient or of a statement issued by the requested Party confirming that delivery has been made. The document showing proof of delivery shall be transmitted immediately to the requesting Party. At the latter's express request, the requested Party shall indicate whether delivery was effected in accordance with its legislation. If it was not possible to deliver the document, the requested Party shall notify the reason to the requesting Party as soon as possible.

3. A summons to appear in court shall be transmitted to the requested Party not later than 40 days before the date set for the appearance.

*Article 9*

A witness or expert who fails to comply with a summons to appear in court may not be subjected, even if the summons contained an injunction, to any penalty or coercive measure, unless he subsequently goes of his own initiative to the territory of the requesting Party and is there summoned again in due form.

*Article 10*

The allowances to be paid and the travel and subsistence costs to be reimbursed to a witness or expert by the requesting Party shall be calculated as from his place of residence and shall be paid at rates at least equal to the ones provided for in the tariffs and regulations in force in the country or at the place of the hearing.

*Article 11*

1. If the requesting Party considers that the personal appearance of a witness or an expert before its judicial authorities is particularly necessary, it shall indicate this in the request for delivery of the summons, and the requested Party shall invite the witness or expert to appear.

The requested Party shall notify the requesting Party of the response of the witness or expert.

2. In the case referred to in the preceding paragraph, the request or summons shall mention the approximate amount of the allowances to be paid and of the travel and subsistence costs to be reimbursed.

3. If a request is made to that effect, the requested Party may make an advance payment to the witness or expert. This advance payment shall be mentioned in the summons and reimbursed by the requesting Party.

#### *Article 12*

1. Any detained person whose appearance as a witness or for the purposes of confrontation is requested by the requesting Party shall be transferred temporarily to the territory in which the hearing is to take place on condition that he is sent back within the period indicated by the requested Party and subject to the provisions of article 13 to the extent that they apply.

The transfer may be denied:

- (a) If the detained person does not consent to it;
- (b) If his presence is required in criminal proceedings taking place in the territory of the requested Party;
- (c) If his transfer is likely to prolong his detention; or
- (d) If there are other compelling reasons not to transfer him to the territory of the requesting Party.

2. Either Party may authorize the transit through its territory of persons detained by a third State whose personal appearance for the purpose of a hearing has been requested by the other Party.

Such authorization shall be granted in response to a request accompanied by all the relevant documents.

3. The transferred person must remain in detention in the territory of the requesting Party and, if necessary, in the territory of the requested Party of transit, unless the Party providing the assistance authorizes his release during his stay in its territory.

4. The transit of its nationals may be authorized or denied by the requested Party on the basis of its legal principles and law.

#### *Article 13*

1. No witness or expert who, in response to a summons, appears before the judicial authorities of the requesting Party shall be prosecuted, detained or subjected to any restriction of his personal liberty in the territory of that Party by reason of acts or convictions prior to his departure from the territory of the requested Party.

2. No person who is summoned to appear before the judicial authorities of the requesting Party for the purpose of giving evidence about acts in respect of which proceedings have been instituted against him shall be prosecuted, detained or subjected to any restriction of his personal liberty by reason of acts or convictions prior to his departure from the territory of the requested Party which are not mentioned in the summons.

3. The immunity provided for in this article shall cease if the witness, expert or person against whom proceedings have been instituted, having had the opportunity to leave the territory of the requesting Party during a period of 15 consecutive days, when his presence is no longer required by the judicial authorities, nevertheless remains in that territory or, having left it, returns to it.

#### TITLE IV. CRIMINAL RECORDS

##### *Article 14*

1. The requested Party shall, to the extent that its competent authorities would themselves be able to obtain them in a similar case, transmit excerpts from the court records and any information relating thereto which are requested from it by the competent authorities of the requesting Party for the purposes of a criminal case.

2. In cases other than the ones mentioned in the preceding paragraph, such requests shall be met in accordance with the conditions prescribed by the legislation, regulations or practice of the requested Party.

#### TITLE V. PROCEDURE

##### *Article 15*

1. Requests for assistance shall contain the following particulars:

- (a) The name of the requesting authority;
- (b) The purpose of and ground for the request;
- (c) To the extent possible, the identity and nationality of the person concerned;
- (d) If necessary, the name and address of the person concerned;
- (e) The date of the request; and
- (f) Any request for special confidentiality.

2. The requests for assistance referred to in articles 5 and 6 shall also include a summary of the facts constituting the offence, their legal characterization, and the applicable law.

3. If the requested Party considers that the information contained in the request is insufficient, it may ask for additional information.

##### *Article 16*

1. Requests for assistance shall be addressed by the central authority of the requesting Party to the central authority of the requested Party and answered through the same channel.

2. In urgent cases the requests for assistance referred to in articles 5 and 6 may be addressed by the competent authorities of the requesting Party directly to the competent authorities of the requested Party, provided that the central authorities are informed as

promptly as possible and that the requests are answered and the documents relating to execution are sent through the channel mentioned in the preceding paragraph.

3. If direct transmission is authorized under this Convention, it may be effected by post or by any other means agreed upon by the central authorities.

*Article 17*

Requests and attached documents shall be accompanied by a translation into the language of the requested Party. Replies need not be translated.

*Article 18*

Evidence and documents transmitted under this Convention shall be exempted from any authentication formality.

*Article 19*

If the authority to which a request is submitted is not competent to deal with it, it shall automatically transmit the request to the competent authority of its State and, if the request has been sent to it by direct means, it shall inform the requesting Party of its action by the same means.

*Article 20*

Subject to the provisions of article 10, the execution of requests for assistance shall not give rise to any reimbursement of costs with the exception of costs resulting from the appearance of experts in the territory of the requested Party or from the transfer of detained persons pursuant to article 12.

TITLE VI. REPORTING OF INFORMATION FOR THE PURPOSES OF PROSECUTION

*Article 21*

1. Either Party may report to the other Party any fact which may constitute a criminal offence falling within the competence of the latter Party in order that it may institute criminal proceedings in its territory. Such reports shall be transmitted through the central authorities.

2. The requested Party shall indicate the action taken in response to such a report and shall transmit, where appropriate, a copy of the decision taken.

3. The provisions of article 17 shall apply to the reports referred to in paragraph 1.

TITLE VII. RESTRICTION OF THE USE OF INFORMATION

*Article 22*

The requesting Party may not use the information or evidence provided under this Convention for purposes other than the ones mentioned in the request without the prior consent of the central authority of the requested Party.

TITLE VIII. EXCHANGE OF NOTICES OF CONVICTION

*Article 23*

Each Party shall notify the other Party of criminal convictions and subsequent measures concerning nationals of that Party which have been entered in the court records. The central authorities shall transmit such notices to each other at least once a year.

TITLE IX. FINAL PROVISIONS

*Article 24*

1. This Convention shall enter into force on the first day of the second month following the date of receipt of the last notification by which the Parties inform each other of the completion of the necessary constitutional procedures for entry into force.

2. This Convention shall apply to all requests submitted after its entry into force even if the acts or omissions relating thereto occurred before that date.

3. Either Party may denounce this Convention at any time by means of a written notification sent to the other State through the diplomatic channel. In such case, the denunciation shall take effect on the first day of the third month following the date of receipt of the notification.

IN WITNESS WHEREOF, the undersigned, being duly authorized by their respective Government, have signed this Convention.

DONE at Paris on 14 January 1999 in duplicate in the French and Spanish languages, both texts being equally authentic.

For the Government of the French Republic:

CHARLES JOSSELIN

For the Government of the Dominican Republic:

EDUARDO LATORRE